

ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT RUE DU CENT-VINGT-QUATRIÈME RÉGIMENT D'INFANTERIE (DÉMÉNAGEMENT)

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 10 / 2023 en date du 15 mars 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Julien Harel, directeur du département des mobilités durables au sein de la direction générale adjointe des transitions écologiques au quotidien,

Vu la demande en date du 04 août 2023 de l'Entreprise POISSON DEMENAGEMENT demeurant 2 rue Louis Renault 53940 SAINT BERTHEVIN,

Considérant que l'exécution d'un déménagement 31 rue du Cent-vingt-quatrième Régiment d'Infanterie nécessite la réglementation de la circulation et du stationnement dans ladite voie,

ARRÊTONS**Article 1^{er}**

Le MERCREDI 06 SEPTEMBRE 2023, de 14h00 à 17h30, la circulation des véhicules est interdite rue du Cent-vingt-quatrième Régiment d'Infanterie dans la section comprise entre la rue des Cornetteries et la rue de Beauregard.

Article 2

Une déviation est mise en place par les rues des Cornetteries, du Britais, Bernard le Pecq, Poupeliers et de Beauregard.

Article 3

Le cheminement des piétons est dévié et sécurisé par le déménageur chargé du déménagement et sous sa responsabilité.

Article 4

Les mesures de protection, de balisage du cheminement piétonnier sont mises en place par le demandeur chargé du déménagement et sous sa responsabilité.

Article 5

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

Article 6

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Île Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,
Pour le maire et par délégation,
Le Directeur du département des
mobilités durables,



Julien HAREL

Affiché le : 10 1 AOÛT 2023

Exécutoire le : 10 1 AOÛT 2023